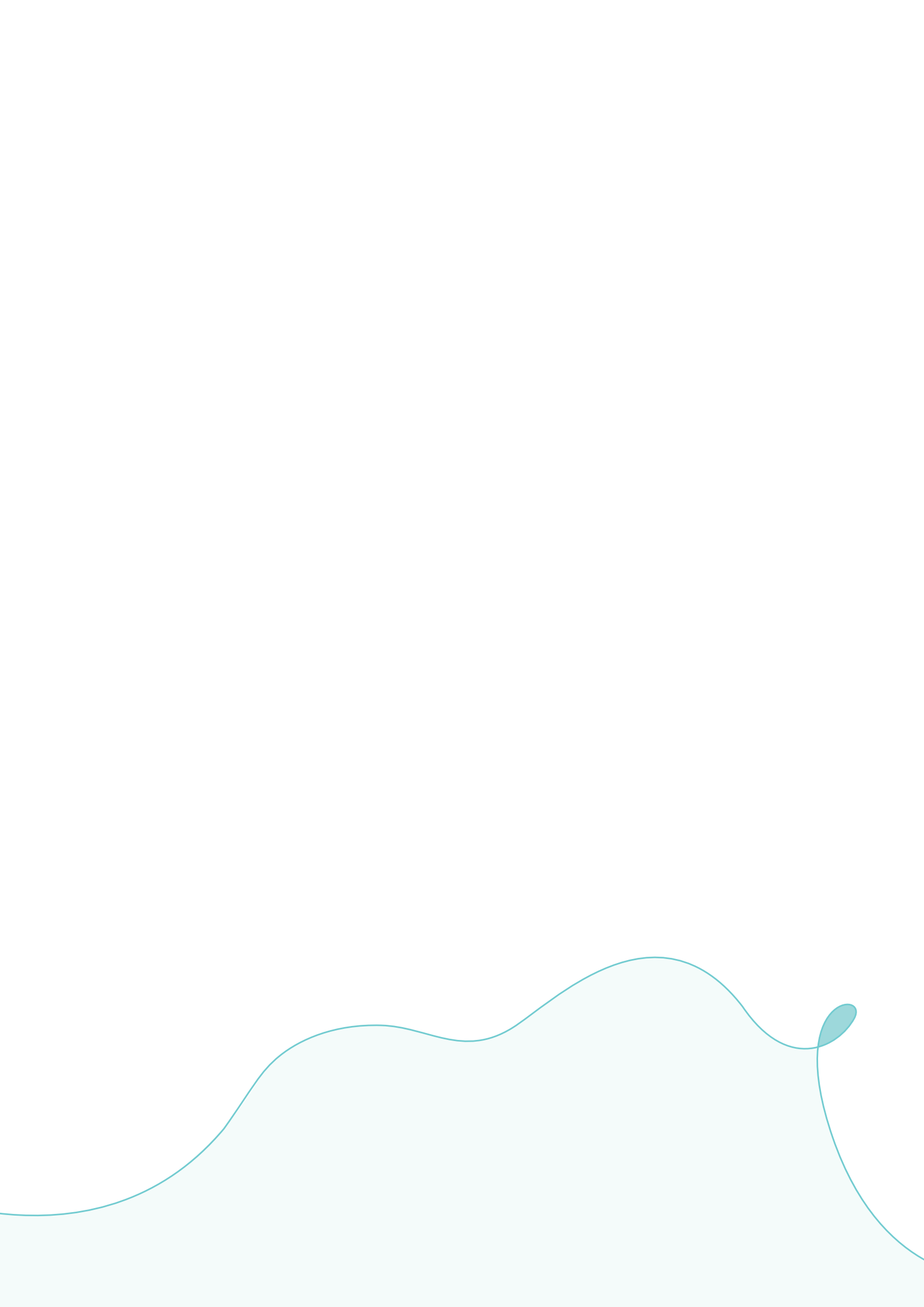




Carnet de
SANTÉ
France

édition 2023



Édito



Sans diagnostic partagé sur l'état de notre protection sociale, il ne sera pas possible de coconstruire les solutions indispensables à sa transformation. Se voulant utile aux débats, notamment pour éclairer les besoins auxquels les lois de financement de la Sécurité sociale auront à répondre, ce carnet de santé de la France doit contribuer à l'information des acteurs engagés en faveur de la solidarité. Il doit aussi concourir à restaurer la citoyenneté sociale et l'équilibre entre solidarités et responsabilités, individuelles et collectives. C'est le seul moyen de sortir d'un prisme par trop consumériste qui dénature le sens de la protection sociale et s'avère mortifère. Cette publication annuelle de la Mutualité Française permettra de suivre l'évolution d'indicateurs clés de l'état de santé de la protection sociale du point de vue des assurés sociaux.

Acteurs majeurs de la protection sociale (complémentaire santé, offre de soins et d'accompagnement, prévoyance, dépendance, épargne, retraite, prévention...), les mutuelles, sociétés de personnes à but non lucratif, alertent l'opinion et les pouvoirs publics sur la situation à laquelle les Français sont confrontés. Après 30 ans de régulation comptable et d'hyper-réglementation, alors que se confirment des hypothèses budgétaires de court terme, inadéquates et pas au niveau de la réalité des enjeux, notre système social est à bout de souffle. Ces difficultés, les Français les subissent dans leur quotidien et cela se ressent dans leur perception : 8 Français sur 10 sont inquiets de l'avenir de la protection sociale et près de 4 sur 10 se déclarent même très inquiets.

Pour que le bien commun que constitue la protection sociale puisse s'adapter aux évolutions systémiques en cours, notamment le vieillissement de la population et les transitions numérique et écologique, la Mutualité Française en appelle à des mesures structurelles, véritablement débattues et concertées. Il est plus qu'urgent de dépasser les postures idéologiques et de faire preuve de courage politique. Il nous faut, par l'intelligence collective, sortir par le haut de la situation critique que nous connaissons. Cela pose des choix de sociétés cruciaux sur le périmètre, les modalités et le financement de la solidarité, sur les moyens qui permettraient aux plus vulnérables de s'émanciper et de mener leur projet de vie, sur le type de société que nous voulons.

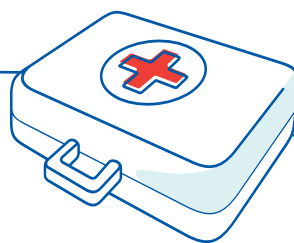
Sommaire

1 • Accès aux soins	p. 4
2 • Autonomie/dépendance	p. 7
3 • Petite enfance	p. 9
4 • Prévention/Santé publique ..	p. 11
5 • Retraite/Prévoyance	p. 16
6 • Financement	p. 18

Éric CHENUT
Président de la Mutualité Française

1

ACCÈS aux soins



La Mutualité Française agit en faveur d'un système de santé solidaire, protecteur et universel.

Les patients, les usagers, les aidants doivent pouvoir accéder à une offre de santé accessible, disponible et de qualité, en réponse à leurs besoins.

Qu'en pensent les Français ?

L'AVENIR DE LA
PROTECTION SOCIALE

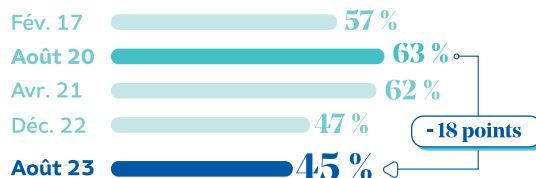
**+ de 8
Français
sur 10
inquiets¹**



Près de quatre personnes sur dix se déclarent même « **très inquiètes** » et les enjeux autour du système de santé figurent en 4^e position des préoccupations des Français, après le pouvoir d'achat, l'inflation et la transition écologique.

45 %

des Français considèrent que l'organisation actuelle du système de santé permet à tous d'accéder à des soins de qualité².



56 %

des Français estiment qu'à l'avenir seul un nombre limité de personnes aura accès à des soins de qualité³.

40 %

des Français estiment aujourd'hui difficile d'obtenir un rendez-vous rapide avec un médecin généraliste, une difficulté qui s'est nettement accrue au cours des 5 dernières années (22 % en 2017)¹.

49 %

des Français déclarent avoir déjà renoncé à des soins de santé, en raison des délais d'obtention d'un rendez-vous¹.

Parallèlement, le renoncement à des soins de santé, en raison de l'éloignement du professionnel de santé à consulter, a fortement augmenté entre 2017 et 2023, passant de 25 % à 32 % (+7 points).

78 %

des Français estiment que le partage de compétences entre professionnels de santé est une bonne chose notamment car il favorise un meilleur accès aux soins (86 %)³.

RESTE À CHARGE

75 %
des Français
pensent qu'il
va augmenter



Cette proportion est en hausse continue depuis avril 2021 (60 %), après avoir reculé de 2017 à 2021².

1 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, août 2023.

2 • Sondage Harris Interactive - Observatoire Mutualité Française, décembre 2022.

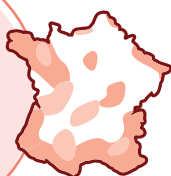
3 • Sondage Harris Interactive - Observatoire Mutualité Française 2020.

La réalité

RECOURS AUX SOINS

DÉSERTS MÉDICAUX

87 %
de la
population
concernée⁴



6,7 millions

de Français n'ont pas
de médecin traitant

soit 10 % de la
population, dont
714 000 patients en
affection de longue
durée à fin 2022⁵.

21,2 millions

de passages aux urgences

en 2019, soit un doublement en un peu
plus de 25 ans (10,1 millions en 1992)⁶.

1,6 million

de Français renoncent chaque
année à des soins médicaux⁶.

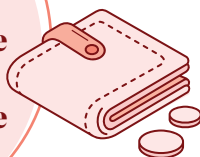
RESTE À CHARGE

+ de 95 %

des Français sont couverts par
une complémentaire santé⁷.

RESTE À CHARGE POUR LES MÉNAGES

7 %
après prise en
charge par
l'assurance maladie
obligatoire et
l'assurance maladie
complémentaire



→ Deuxième niveau le plus faible au sein des
pays de l'OCDE après le Luxembourg⁸.

Plus de 10 millions

de personnes ont bénéficié d'un équipement sans
reste à charge dans le cadre du 100 % Santé⁹.

490 €

de reste à charge moyen annuel après prise
en charge par la Sécurité sociale des dépenses
présentées au remboursement en 2018¹⁰.

390 €

de reste à charge moyen annuel pour un patient en affection
de longue durée (ALD) hospitalisé, après prise en charge par la
Sécurité sociale, soit un niveau près de 2 fois supérieur à celui d'un
autre patient (208 €). Contrairement à l'idée reçue, la Sécurité
sociale ne rembourse pas l'intégralité des dépenses de santé
des patients en ALD, et l'ALD ne protège pas de RAC élevés¹¹.

⁴ • Proposition de loi « accès aux soins », avr. 2023.

⁵ • CNAM, mars 2023.

⁶ • Rapport Sénat, « Hôpital : sortir des urgences », mars 2022.

⁷ • Drees, avril 2019.

⁸ • Drees, Comptes de la santé, édition 2022.

⁹ • Ministère de la santé et des solidarités, communiqué de presse du 25 janv. 2022.

¹⁰ • Année la plus récente disponible – Drees, mai 2023.

¹¹ • Observatoire Mutualité Française 2019.

La réalité

OFFRE DE SOINS

ACCÈS AUX PROFESSIONNELLS DE SANTÉ

65 %
des médecins
généralistes
contraints
de refuser
de nouveaux
patients¹²



30

consultations par médecin et par an : estimation du temps médical libéré par l'ouverture aux pharmaciens d'officine de la vaccination antigrippale, tout en permettant d'améliorer la couverture vaccinale¹⁴.

2 251

maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) au 31 décembre 2022 (objectif gouvernemental : 4 000 en 2027)¹⁵.

581

infirmiers en pratique avancée (IPA) diplômés et 1 366 en formation en 2021 (cible gouvernementale : 3 000 IPA formés ou en formation en 2022 et 6 000 à 18 000 IPA en exercice à terme)¹⁶.

444

communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) signataires d'un accord conventionnel interprofessionnel, couvrant 55 % du territoire français¹⁷ (objectif cible : 100 % du territoire couvert).

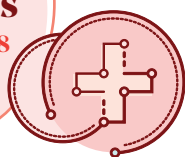
61,5 %

des médecins généralistes ne participent pas à la permanence des soins¹³.

ACCÈS AUX DONNÉES

PARTAGE ENTRE PROFESSIONNELLS DES DONNÉES DE SANTÉ DE LEURS PATIENTS

77 %
des Français
favorables¹⁸



8,7 millions

de personnes ont activé le service « Mon espace Santé » soit plus de 13 % des Français¹⁹.

¹² • Drees, mai 2023.

¹³ • En 2022. CNOM, juill. 2023.

¹⁴ • Observatoire Mutualité Française 2020.

¹⁵ • Ministère de la santé et de la prévention, Plan d'action MSP, juin 2023.

¹⁶ • Cour des Comptes, Mission Flash sur les IPA, juill. 2023.

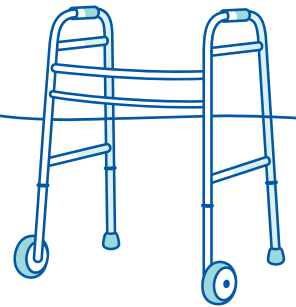
¹⁷ • Au 21 juin 2023. Rapport « Tour de France des CPTS », juin 2023.

¹⁸ • En février 2022, sondage Harris Interactive - Mutualité Française - Présidentielle 2022.

¹⁹ • Présentation Mon espace santé, Mutualité Française, sept. 2023.

2

AUTONOMIE Dépendance



La Mutualité Française est investie de longue date dans la mise en place de solutions innovantes dans le domaine de la perte d'autonomie et du handicap.

*Les mutuelles de la Mutualité Française gèrent le
1^{er} réseau sanitaire et social à but non lucratif.*

*La Mutualité Française développe également une **offre spécifique en matière de prévention** et promotion de la santé à destination des personnes en situation de handicap et des personnes âgées et leur propose des **couvertures assurantielles**.*

Qu'en pensent les Français ?

74 %

des Français inquiets des risques liés à la dépendance et la perte d'autonomie¹.

61 %

des Français pensent que les dispositifs visant à prévenir les situations de dépendance et de perte d'autonomie **ne sont aujourd'hui pas satisfaisants**².

67 %

des Français indiquent mal connaître les dispositifs et aides financières pour faire face aux situations de dépendance et de perte d'autonomie¹.

COUVERTURE DÉPENDANCE
OBLIGATOIRE

80 %

des Français
favorables²



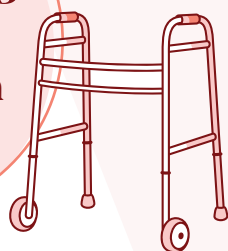
1 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, août 2023.

2 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, Couverture dépendance, juin 2023.

La réalité

PERTE D'AUTONOMIE

4 millions
de seniors
concernés en
2050³



5^e rang

pour les femmes (12,6 ans)

10^e rang

pour les hommes (11,3 ans)

Place occupée par la France parmi les pays de l'Union européenne en matière d'espérance de vie sans incapacité à 65 ans⁴.

6,5 millions

de personnes sont couvertes par une assurance dépendance fin 2022⁵.

COÛT MOYEN ET RESTE À CHARGE

2004 €

coût mensuel médian estimé d'une place en EHPAD⁶.

1500 €

montant mensuel médian de la pension de retraite⁷.

RESTE À CHARGE MÉDIAN EN ÉTABLISSEMENTS POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

500 €
par mois⁸



AIDANTS

PROCHES AIDANTS

9,3 millions

de personnes
aidantes d'un proche
en situation de
handicap ou de perte
d'autonomie⁹



8,8 millions

d'adultes, soit une personne sur six.

0,5 million

de mineurs de 5 ans ou plus, soit un mineur sur vingt⁹.

67 %

des proches aidants travaillent¹⁰, en majorité des femmes (57 % des aidants) occupant plus souvent un emploi à temps partiel que la population générale.

3 • Insee Première 2019.

4 • OCDE. Repris dans *Chiffre Mutualité Française* du 20/03/2023.

5 • Mutualité Française/France assureurs/CTIP, *Marché de l'assurance santé et prévoyance* en 2022, juil. 2023

6 • En 2019. CNSA, Rapport statistique.

7 • CNSA.

8 • Mutualité Française sur données CNSA- Drees.

9 • Drees, fév. 2023.

10 • Dares 2017.

3

PETITE enfance



Outre son réseau d'établissements mutualistes dédiés à la petite enfance, la **Mutualité Française** développe des solutions innovantes permettant de répondre aux besoins des familles. Les 1 000 premiers jours de la vie de l'enfant sont une période déterminante du développement de l'enfant et de sa santé, il est ainsi primordial de mettre en œuvre un accompagnement adapté des enfants et de leurs parents.

Qu'en pensent les Français ?

OFFRE D'ACCUEIL INDIVIDUEL ET COLLECTIF
DES ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS

40 %
des Français
insatisfaits¹



31 %

des parents jugent la prise en charge financière
en matière d'accueil collectif insuffisante¹.

96 %

des familles satisfaites de l'accueil dans les
établissements petite enfance mutualistes².

90 %

des parents qui travaillent en horaires
atypiques considèrent difficile de trouver
un mode d'accueil pour leur enfant³.



1 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, août 2023.

2 • Baromètre de satisfaction des familles 2023 (Mutualité Française/Majors consultants).

3 • Enquête Mutualité Française 2021.

La réalité

60 places pour 100 enfants

Capacité d'accueil d'enfants de moins de 3 ans, dont

- 33 places auprès d'assistants maternels
- 21 places au sein d'établissements d'accueil pour jeune enfant (EAJE)
- 4 en préscolarisation
- 2 au domicile familial⁴

200 000

nouvelles places en crèche visées par le Gouvernement d'ici 2030⁵. Il existe actuellement en France 479 000 places en crèche⁶.

66 %

des femmes ayant deux enfants, dont au moins un de moins de 3 ans, sont en emploi⁷.

817 000

parents isolés perçoivent l'allocation de soutien familial (ASF)⁷.

2 millions

de familles monoparentales, c'est-à-dire d'enfants résidant avec un seul parent sans conjoint cohabitant⁷.

8 908

professionnels manquants en EAJE, soit entre 6,5 % et 8,6 % de l'effectif total de professionnels travaillant auprès d'enfants⁸.

Seuls 5 %

des enfants de familles pauvres fréquentent au moins 3 jours par semaine un EAJE⁹.

ACCUEIL DES EAJE DANS LES DÉPARTEMENTS

54 %

des services de Protection maternelle et infantile (PMI) estiment qu'il présente des risques en termes de sécurité ou de qualité¹⁰



45 %

des salariés travaillent le soir, la nuit, le samedi ou le dimanche au moins 1 fois sur une période de 4 semaines¹¹.

⁴ • En 2019. Rapport Observatoire national petite enfance 2021.

⁵ • Conseil national de la refondation, juin 2023.

⁶ • En 2020. Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale (REPSS) PLACSS 2022.

⁷ • En 2020. REPSS PLACSS 2022.

⁸ • CNAF, Enquête « Pénurie des professionnels de la Petite enfance » 2022 – Repris de Annexe rapport IGAS Mars 2023.

⁹ • Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, oct 2018.

¹⁰ • Annexe rapport IGAS mars 2023.

¹¹ • DARES résultats n° 52, Le travail en horaire atypique en 2021, oct. 2022

PRÉVENTION

Santé publique



La Mutualité Française promeut le déploiement d'une **approche préventive à tous les âges, dans l'ensemble des lieux de vie** (crèches, écoles, domiciles, milieux professionnels, établissements et services médicaux et sociaux) et dans une logique de parcours de santé. Elle s'investit en ce sens depuis de nombreuses années au travers de ses multiples métiers.

Qu'en pensent les Français ?

ACTIONS DE PRÉVENTION

81 %
des Français jugent
important de les
développer
pour limiter les
problèmes de santé¹



Santé et dérèglement climatique

au premier rang ex-aequo des préoccupations des Français devant l'insécurité, la grande pauvreté/l'exclusion et l'instabilité géopolitique mondiale².

77 %

des Français se montrent préoccupés par les effets sur leur santé, de leur alimentation (pesticides, qualité des aliments) et de la pollution que ce soit celle de l'air (77 %), des sols (75 %) ou de l'eau (70 %)³.

45 %

des Français s'estiment mal informés sur la prévention en matière de santé³.

69 %

des Français déclarent avoir eu des problèmes de sommeil au cours des 8 derniers jours (+ 19 points par rapport au niveau avant crise Covid-19)⁴.

58 %

des jeunes Français sont éco-anxieux, c'est-à-dire se disent « très » ou « extrêmement inquiets » face au changement climatique⁵.

1 • En février 2022, sondage Harris Interactive - Mutualité Française - Présidentielle 2022.

2 • Baromètre IRSN - Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire, juill. 2022.

3 • En août 2023, sondage Harris Interactive - Mutualité Française.

4 • Fin 2022, Ifop étude sur les troubles du sommeil.

5 • The Lancet Planetary Health, 2021. Repris dans Chiffre Mutualité Française du 11/04/2023.

Qu'en pensent les Français ?

39 %

des actifs considèrent que le travail a plutôt tendance à dégrader leur état de santé⁶.

96 %

des Français sont favorables au renforcement du dépistage visuel à l'école, 91 % en entreprise et 90 % lors du passage du permis de conduire⁷.

84 %

des parents déclarent que leur enfant a déjà bénéficié d'un dépistage de l'audition au cours de son suivi médical⁸.

4 %

des Français déclarent n'avoir jamais fait contrôler leur vue, soit plus de 2,6 millions de Français⁷.

Seuls 35 %

des Français déclarent utiliser des applications qui permettent de suivre leur santé⁹.

6 • En décembre 2022, sondage Harris Interactive - Observatoire Mutualité Française 2023

7 • Baromètre 2018 - Association nationale pour l'amélioration de la vue - Anav.

8 • En janv.-févr. 2023. Étude IFOP - Journée nationale de l'audition, 2023.

9 • En août 2023, sondage Harris Interactive - Mutualité Française

La réalité

1,9 %

des dépenses de santé consacrées à la prévention

La France est en queue de peloton des pays européens¹¹.

DIABÈTE, OBÉSITÉ, ACTIVITÉ PHYSIQUE ET SPORTIVE

COÛT SOCIAL DE
L'INACTIVITÉ PHYSIQUE¹²

140
mds €
par an



92,5 %

des Français de 15 ans ne respectent pas les recommandations sportives de l'Organisation mondiale de la santé¹⁴.

45 %

des personnes en surcharge pondérale dont 14 % souffrant d'obésité¹⁵.

3,6 millions

de personnes diabétiques en France en 2021¹³.

2010

année où l'inactivité physique associée à une alimentation déséquilibrée est devenue la première cause de mortalité évitable dans le monde¹⁶.

CANCERS

433 136

nouveaux cas de cancers, toutes localisations confondues, soit un doublement du nombre de nouveaux cas de cancers par rapport à 1990¹⁷.

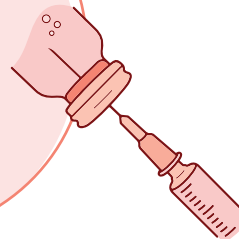
157 400

décès liés au cancer par an, première cause de mortalité en France¹⁸.

VACCINATION CONTRE LES INFECTIONS DU PAPILLOMAVIRUS HUMAIN (HPV) EN 2022

45,8 %
des jeunes filles
de 15 ans

6 %
des garçons
du même âge¹⁹



51 %

des femmes participent au dépistage du cancer du sein²⁰.

35 %

des Français se font dépister du cancer colorectal²⁰.

11 • OCDE. Repris dans *Chiffre Mutualité Française « Place de la santé »* du 01/12/2021.

12 • Coûts directs des secteurs du médico-social, social et sanitaire et coûts indirects liés à la perte de productivité et à la perte de qualité de vie. Ministère de la transition écologique. Repris dans *Chiffre Mutualité Française* du 30/05/2023.

13 • Fédération internationale du diabète. Repris dans *Chiffre Mutualité Française* du 02/01/2023.

14 • OCDE. Repris dans *Chiffre Mutualité Française* du 10/11/2021.

15 • Drees 2022.

16 • OMS. Repris dans *Manifeste Mutualité Française Présidentielle* 2022.

17 • En 2023 (estimation) - Santé publique France, BEH, juill. 2023.

18 • En 2018, Santé publique France, BEH, juill. 2023.

19 • <https://www.inserm.fr/> (consulté le 13/09/2023).

20 • En 2021. PLACSS-REPSS 2022

La réalité

SANTÉ ENVIRONNEMENT

48 000

décès prématurés par an liés à la pollution de l'air²¹.

142 000

décès supplémentaires liés aux événements climatiques majeurs en Europe depuis 1980²².

INDEMNITÉS JOURNALIÈRES (HORS COVID)

+ de 7,4 %

d'augmentation des dépenses entre 2021 et 2022²³.

DENTAIRE

1,12

c'est l'**indice carieux** (ou nombre moyen de dents cariées, absentes ou obturées par enfant) à l'âge de 12 ans en France, soit un niveau deux fois plus élevé qu'en Allemagne (0,5), en Suède (0,7) et aux Pays-Bas (0,6)²⁴.

AUDITION

10 millions

de personnes présentent des problèmes d'audition, soit 16 % de la population française²⁵.

1 personne sur 3

après 50 ans a des difficultés auditives, et plus d'une sur deux après 80 ans²⁵.

25 %

des enfants souffrent d'une perte auditive²⁶.

SANTÉ MENTALE

160 mds €

coût social (coûts directs et indirects) estimé des **maladies psychiatriques** en France (soit 6,7 % du PIB)²⁷; à comparer à la seule dépense de l'Assurance maladie, chiffrée à 23 milliards d'euros (14 % du total estimé).

137 127

bénéficiaires du dispositif « MonSoutienPsy » depuis son lancement en avril 2022²⁸, à comparer aux 430 000 adhérents des mutuelles ayant bénéficié d'1,2 million de séances remboursées chez le psychologue pour la seule année 2021 dans le cadre du dispositif exceptionnel mis en place lors de la crise Covid.

21 • Estimation Santé publique France, 2016.

22 • Rapport Agence européenne de l'environnement, fév. 2022.

23 • Rapport Commission des comptes de la sécurité sociale (CCSS), mai 2023.

24 • CNAM, Charges et produits, juill 2023.

25 • Drees 2021

26 • En janv.-févr. 2023. Étude IFOP - Journée nationale de l'audition, 2023.

27 • En 2018. Étude FondaMental 2021, Le coût des maladies psychiatriques en France.

28 • Mai 2023. Conseil Cnam.

PERSONNES ÂGÉES

→ ALIMENTATION

800 000

personnes âgées souffrent de
dénutrition²⁹.

25 %

des personnes de plus
de 70 ans vivant seules
sont dénutries²⁹.

→ CHUTES DES PERSONNES ÂGÉES

10 000 / 136 000

décès.

hospitalisations³⁰.

2 mds €

de coût pour la collectivité³⁰.

PETITE ENFANCE

1 femme sur 5

qui attend son 1^{er} enfant **n'a pas**
bénéficié d'une préparation à la
naissance³¹.

+ de 100 000

femmes sont en grande détresse
lors de l'année qui suit la
naissance de leur enfant, et
seulement la moitié d'entre elles
trouvent à qui s'adresser³².

20 à 30 %

des enfants présentent des
troubles de sommeil

→ 85 % pour les enfants au
développement atypique³².

²⁹ • Collectif de lutte contre la dénutrition.

³⁰ • Plan antichutes, févr. 2022.

³¹ • Enquête Nationale Périnatale 2016

³² • Rapport 1000 premiers jours, sept. 2020

RETRAITE

Prévoyance



Spécialisées en complémentaire santé, les mutuelles développent également une offre de prévoyance et retraite, afin de couvrir l'ensemble des besoins de protection sociale complémentaire : incapacité temporaire de travail, invalidité, décès, dépendance, épargne-retraite.

La Mutualité Française soutient le fait qu'une couverture complémentaire en prévoyance, incluse ou couplée à la protection complémentaire en santé, est nécessaire pour garantir une meilleure protection des personnes et de leurs familles.

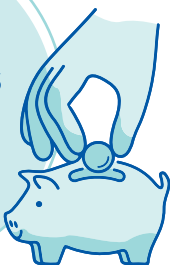
Qu'en pensent les Français ?

69 %

des Français inquiets de l'avenir du système de retraites¹.

NIVEAU DE VIE
À LA RETRAITE

83 %
des Français
redoutent
de manquer
d'argent¹



34 %

À la veille d'une nouvelle réforme du système de retraite, **34 % des plus jeunes (30-39 ans), s'inquiétaient de la faiblesse de la pension, voire de l'existence future des piliers obligatoires de retraite².**

41 ans

âge moyen à partir duquel les Français estiment devoir commencer à préparer financièrement leur retraite¹.

62 %

des non-retraités pensent que leur niveau de vie à la retraite sera plus faible que celui de l'ensemble de la population³.

+ de 30 %

des adhérents à un contrat de retraite supplémentaire souscrit par l'entreprise ont moins de 40 ans, contre 26 % parmi l'ensemble des adhérents à l'offre de retraite supplémentaire³.

86 %

des personnes qui ont souscrit à un contrat de prévoyance estiment que c'est une protection utile et nécessaire, mais seuls 40 % connaissent réellement les garanties offertes par la prévoyance⁴.

1 • Enquête Ipsos/Cercle des épargnants, févr. 2023.

2 • Enquête Institut TMO Marketing-Union mutualiste retraite, août 2019.

3 • Rapport Drees, Les retraités et les retraites, 2023.

4 • Enquête Argus de l'assurance - Cegedim Insurance Solutions mars 2023

La réalité

15,3 millions

de bénéficiaires (cotisants et retraités)
d'un contrat de retraite supplémentaire⁵.

1 personne sur 5

adhérente à un contrat de retraite
supplémentaire est âgée de moins de 40 ans⁵.

15 %

des nouveaux adhérents à un
contrat de retraite supplémentaire
ont moins de 30 ans⁵.

Entre 5 et 10 pts

de baisse estimée du niveau de vie des retraités en 2040 (avec
un rapport du niveau de vie des retraités par rapport au reste de la
population compris entre 91,6% et 94,4% contre 101,5% actuellement)⁶.

15 mds €

coût total estimé lié à l'insuffisance
de couverture en prévoyance⁷.

40 %

des agents de la Fonction publique territoriale et hospitalière
et 35 % des agents de la Fonction publique d'État
ne bénéficient d'aucune couverture en prévoyance-incapacité⁸.

COUVERTURE PRÉVOYANCE CONTRE LES RISQUES LOURDS (INCAPACITÉ, INVALIDITÉ, DÉCÈS)

70 %

des travailleurs
non-salariés et des
exploitants agricoles
non couverts

→ TAUX DE COUVERTURE EN ASSURANCE PRÉVOYANCE



Source : Traitement Mutualité Française sur données France Assureurs, Insee, Irdes, MSA

⁵ • A fin 2021. Rapport Drees, Les retraités et les retraites, 2023.

⁶ • Conseil d'orientation des retraites, rapport, juin 2023.

⁷ • Observatoire de l'imprévoyance, Vyv, 2022.

⁸ • Traitement Mutualité Française sur données mutualistes.

FINANCEMENT



Les transitions écologique, démographique et numérique en cours représentent un défi majeur auquel notre système de sécurité sociale doit s'adapter. La Mutualité Française s'inscrit dans le débat sur le financement des protections sociales durables.

Qu'en pensent les Français ?

86 %

des Français jugent le déficit de la sécurité sociale élevé¹. Un sentiment stable par rapport à 2017 où ils étaient 85 % à le penser.

DÉFICIT DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE

68 %
des Français
estiment qu'il rend
incertain l'avenir de
la sécurité sociale,
une perception stable
depuis 5 ans¹



59 %

des Français estiment que les soins seront moins bien remboursés par la sécurité sociale¹. Une perception en hausse par rapport à février 2022 où ils n'étaient que 50 %.

68 %

des Français estiment la mise en place de contrôles contre les fraudes et abus comme une mesure tout à fait prioritaire¹.

La réalité

19,6 mds €

montant du déficit des régimes de base de la sécurité sociale et du fonds de solidarité vieillesse (FSV) à fin 2022².

136,6 mds €

montant de la dette portée par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) à fin 2022, avec une date d'extinction de la dette repoussée de 2025 à 2033³.

29,7 mds €

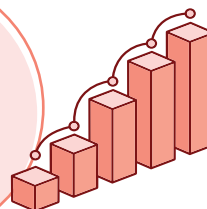
montant des déficits courants des organismes de Sécurité sociale en 2021³.

87,9 mds €

montant total des exonérations de cotisations sociales⁴ estimé par les pouvoirs publics en 2023².

FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE LIÉ À L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES D'ICI À 2030⁵

9,2
mds €
par an



TAXATION DES CONTRATS DE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

13,27 %

taux d'imposition actuel des contrats de complémentaires santé solidaires et responsables, contre 1,75 % en 2000.

FINANCEMENT PAR LES ORGANISMES COMPLÉMENTAIRES D'ASSURANCE MALADIE

16,2 %

part des organismes complémentaires dans le financement total des dépenses de santé⁶.

1^{ers} financeurs du 100% Santé

78 % des dépenses d'équipement optique, auditif et dentaire sans reste à charge sont financées par les organismes complémentaires⁷.

² • Rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale, mai 2023.

³ • Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale (REPSS) 2023.

⁴ • Les exonérations correspondent à la réduction de certains taux de cotisations (qui peut être totale).

⁵ • Rapport Libault, 2019.

⁶ • En 2021 (ensemble des dépenses). Calculs FNMF sur données Drees, 2022.

⁷ • En 2021. Baromètre UNOCAM, juill. 2022.

La réalité

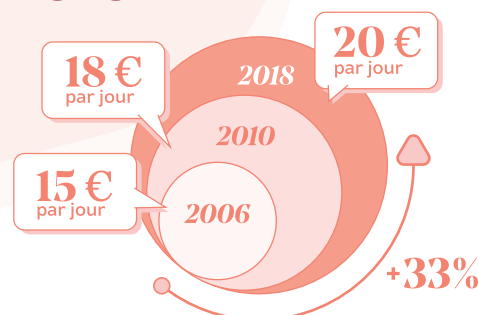
PARTICIPATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES

54 %

du financement de la sécurité sociale est assuré par les ménages. Les 46 % restant sont financés par les entreprises et administrations⁸.

+ 33 %

augmentation du forfait journalier hospitalier, passé de 15 € par jour en 2006 à 20 € par jour en 2018.



868 millions d'€

de dépenses de santé lié aux franchises à la charge des assurés⁹.

500 millions d'€

montant des dépenses de santé supplémentaires à la charge des complémentaires santé et des ménages liées à la diminution du taux de remboursement par la sécurité sociale de 70 % à 60 % des actes dentaires¹⁰.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE

8 mds €

de prélèvements sociaux élundés au titre du travail informel¹¹.

Entre 3 et 7 %

de fraude sociale sur certaines dépenses d'assurance maladie¹².

+ de 300 millions d'€

de préjudice financier détecté ou évité par la Caisse nationale d'assurance maladie en 2022 (+44 % comparé à 2021)¹³.

PERTINENCE DES SOINS

25 à 30 %

des examens ou actes non pertinents sont estimés comme sources de risques ou d'événements indésirables évitables¹⁴.

475 millions d'€

de dépenses de médicaments à service médical rendu faible sont financées par l'assurance maladie, les organismes complémentaires et les ménages¹⁵.

COÛT ESTIMÉ DES SOINS INADÉQUATS

Près de
50 mds
par an¹⁴

→ Soit près de 10.5 % du budget de la sécurité sociale

8 • REPSS 2023.

9 • En 2013 (dernière donnée disponible). Rapport Cour des Comptes 2016

10 • Mutualité Française, juin 2023.

11 • En 2023. Plan de lutte contre la fraude, mai 2023.

12 • En 2022. Plan de lutte contre la fraude, mai 2023.

13 • 1^{ers} résultats du plan de lutte contre la fraude, CNAM, mars 2023.

14 • Haute autorité de santé, oct. 2020.

15 • En 2022. Système national des données de santé, août 2023.





Carnet de
SANTÉ
France
édition 2023

